

MONDE

Irak : approbation de l'accord de sécurité qui prévoit un retrait des troupes américaines d'ici 2011. Washington salue une « *remarquable réussite* ». Un double attentat a fait 19 morts à Falloujah.

Pékin menace toujours Paris. De mesures de rétorsion commerciale à la veille de la rencontre entre le dalaï-lama et le Président SARKOZY.

Canada : le Premier ministre demande un arrêt de jeu. Il demande la suspension de la session parlementaire à la gouverneure générale Michaëlle JEAN, pour éviter jusqu'au dépôt d'un budget début janvier, d'être renversé par l'opposition, sept semaines après sa réélection à la tête d'un gouvernement minoritaire.

Condy en Inde et au Pakistan. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleeza RICE, a voulu tempérer les tensions entre New Delhi et Islamabad, une semaine après les attentats meurtriers de Bombay. Alors que l'Inde n'émet aucun doute quant à la responsabilité pakistanaise dans ces attaques, Mme RICE a appelé les deux pays à coopérer pour lutter contre le terrorisme. Par ailleurs, une enquête préliminaire de police a été ouverte par la section antiterroriste du parquet de Paris sur les attentats, qui ont fait 183 morts dont deux Français.

Tunisie – réforme électorale. Annonce du Premier ministre tunisien, Mohamed GHANNOUCHI, selon lequel la réforme portera le nombre de sièges réservés aux partis de l'opposition de 37 actuellement à 50 au cours de la prochaine législature. Sur les huit formations de l'opposition légale, seules cinq sont actuellement représentées à la chambre des députés dominée par le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui dispose de 80% des 189 sièges.

14^{ème} conférence des Nations unies sur le changement climatique. Quelque 9.000 délégués de 185 pays réunis. La communauté internationale a été prévenue dès l'ouverture de la conférence, qu'elle avait un an pour se rassembler afin de sauver la planète d'un réchauffement fatal.

Interdiction des bombes à sous-munitions. 92 pays ont signé à Oslo le traité qui pourrait entrer en vigueur dès 2009. Oslo a appelé les Etats-Unis et la Russie, à signer aussi.

EUROPE

Discours du Trône. Gordon BROWN s'est engagé à intensifier ses efforts pour garantir la stabilité d'une économie britannique au bord de la récession à l'occasion de la présentation de son programme législatif lors du discours du trône lu par la reine ELIZABETH II. La principale mesure consiste en un projet de loi sur la stabilisation du système bancaire. Réduit à 13 projets de loi, le programme prévoit aussi un durcissement de sa politique d'immigration et d'acquisition de la citoyenneté britannique.

Réunion tripartite consacrée à la crise économique. Le Premier ministre britannique Gordon BROWN accueillera ce lundi à Londres le Président de la République Nicolas SARKOZY et le Président de la Commission européenne José Manuel BARROSO.

Irlande : tournée générale. Le Premier ministre irlandais Brian COWEN a entamé une tournée européenne pour tenter de dénouer la crise née du « non » de son pays au traité de Lisbonne. Au programme : une rencontre avec Jean-Claude JUNCKER, puis Angela MERKEL, ainsi que Gordon BROWN, puis Nicolas SARKOZY.

Asile. La Commission européenne a adopté les propositions modifiant trois des instruments législatifs qui régissent le régime d'asile européen commun, qui constituent les premières propositions concrètes présentées par Jacques BARROT, vice-président chargé du domaine Justice, liberté et sécurité, pour mettre en œuvre le plan d'action sur l'asile et le pacte sur l'immigration et l'asile.

Crise de conscience. Comme le roi des Belges face à l'avortement en 1990, le grand duc HENRI, souverain du Luxembourg, a invoqué des raisons « *de conscience* » pour refuser de signer une loi

légalisant l'euthanasie, menaçant de plonger son pays dans une crise constitutionnelle sans précédent depuis près d'un siècle. Le Premier ministre Jean-Claude JUNCKER a annoncé une révision constitutionnelle après ce refus.

Législatives en Roumaine. Le Parti démocrate-libéral (PDL, opposition) disposera de 166 sièges au Parlement roumain, contre 163 pour la gauche sociale-démocrate (PSD, opposition). Le Parti national libéral (PNL, au pouvoir) du Premier ministre Calin TARICEANU a pour sa part obtenu 65 mandats, suivi par l'Union démocratique des Magyars (UDMR), avec 22 mandats. Dix-huit autres mandats ont été attribués aux partis représentant les minorités nationales.

Pas de forces européennes en RDC. La Belgique et la France n'ont pas convaincu l'UE d'envoyer des troupes dans l'est du pays face au conflit entre la rébellion et l'Etat.

Mission d'enquête. Créée par les ministres des Finances réunis à Bruxelles, sur les causes du conflit russo-géorgien d'août, qui sera dirigée par la Suissesse Heidi TAGLIAVINI, représentante spéciale de l'ONU en Géorgie de 2002 à 2006.

Conseil du Parti socialiste européen. Le Premier secrétaire du PS Martine AUBRY s'est faite l'avocate d'un « *nouveau modèle* » économique face à la crise, pour sa première sortie européenne depuis sa désignation à la tête du PS. Les leaders socialistes et sociaux-démocrates européens ont adopté un « *manifeste* » en vue des élections européennes de 2009. « *Ce n'est pas le marché qui doit diriger nos vies et la société, mais les hommes et femmes, avec un marché régulé, dans une société où chacun a accès aux droits fondamentaux* », a dit Mme AUBRY, très applaudie par les militants. « *Tout l'enjeu des prochaines élections européennes est de convaincre les européens que l'Europe (...) c'est aussi l'espoir d'un nouveau modèle* », a-t-elle résumé.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Côte d'Ivoire. L'ex-rébellion ivoirienne des Forces nouvelles (FN) du Premier ministre Guillaume SORO qui contrôle le nord du pays a prévenu que des « *jours sanglants* » s'annonçaient, affirmant détenir des « *preuves palpables* » d'un coup d'Etat en préparation.

Epidémie de choléra au Zimbabwe. Au moins 560 morts et 12.500 malades. Habituellement réticent à toute intervention étrangère, le régime de Robert MUGABE a cette fois-ci décrété l'« *urgence nationale* » et en a appelé à l'aide internationale. La France a promis, dans un premier temps, une aide de 200.000 euros.

RICHARDSON sera secrétaire au Commerce. Le Président élu OBAMA a désigné son « *ambassadeur économique* », qui est le seul gouverneur américain d'origine hispanique des Etats-Unis.

Argentine : possible nationalisation d'Aerolinas. La Chambre des députés a approuvé un projet de loi qui permet l'expropriation des actionnaires espagnols de la première compagnie aérienne du pays. Désaccord avec les Espagnols sur la valeur du transporteur aérien.

Thaïlande. Accord avec les manifestants antigouvernementaux en vue d'une reprise rapide du trafic aérien à Bangkok après le départ forcé du Premier ministre SOMCHAI Wongsawat. L'association de tour-opérateurs (CETO) recommande de maintenir les mesures exceptionnelles d'assouplissement applicables pour les départs vers la Thaïlande jusqu'au 8 décembre inclus, à savoir le report sans frais sur la même ou une autre destination.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Nicolas SARKOZY a nommé Patrick DEVEDJIAN ministre de la relance économique. Il pourrait être remplacé par Brice HORTEFEUX à la tête de l'UMP.

« *Surmonter la crise pour ne pas la subir* ». C'est la ligne du plan de relance de Nicolas SARKOZY. 26 milliards d'euros investis pour la plupart dans l'économie pour ne pas « *somber dans la récession en 2009* ». « *Soutenir l'activité pour sauver les emplois d'aujourd'hui, parce que c'est la seule manière de préparer les emplois de demain* », dit le Président. Le gouvernement attend de ce plan 0,6 point de croissance supplémentaire en 2009, et même 0,8. « *Cette crise est une épreuve, une épreuve douloureuse, une épreuve redoutable, mais nous devons garder la foi en l'avenir* », ajoute le Président.

Les mesures du plan de relance. 4 milliards d'euros notamment dans l'accélération de projets d'infrastructures ou de programmes militaires, et 4 milliards supplémentaires via les entreprises publiques. 2,5 milliards au niveau des collectivités locales grâce à des remboursements anticipés de TVA. Compensation par l'Etat des charges sociales pour les nouvelles embauches dans les petites entreprises (moins de dix salariés) en 2009. Un total de 1,8 milliard d'euros sera consacré à la construction de 100.000 logements supplémentaires et au doublement de l'enveloppe du prêt à taux zéro. « *Prime à la casse* » de 1.000 euros pour les véhicules de plus de dix ans en échange de l'acquisition de voitures peu polluantes. Aides à la restructuration et de garanties publiques sur les financements des filiales de crédit des constructeurs automobiles français. 300 millions d'euros destinés en priorité aux sous-traitants du secteur automobile.

Les conséquences budgétaires. L'enveloppe de 26 milliards (1,3 point du PIB) sera pour une bonne part financée par un accroissement du déficit budgétaire de la France. Le chef de l'Etat a promis que ce dérapage, évalué à 15,5 milliards d'euros en 2009, serait limité à l'année prochaine. Un « *collectif budgétaire sera soumis au Parlement dès le mois de janvier* » a annoncé le chef de l'Etat, qui a jugé son plan « *cohérent* » avec les recommandations de la Commission européenne. Selon l'Elysée, les prévisions d'un retour à l'équilibre des finances publiques à long terme ne sont pas remises en cause. Le déficit devrait atteindre comme prévu 1,2% du PIB en 2012. Le plan devrait doper la croissance française de 0,6 point de PIB en 2009, ce qui la porterait entre 0,8 à 1,1%, selon les prévisions du gouvernement.

Les réactions. Le secrétaire général de l'UMP, Patrick DEVEDJIAN évoque un plan « *très ambitieux* » qui aura « *un effet d'entraînement (...), en redonnant confiance aux acteurs économiques* ». Le Medef partage une « *vision qui privilégie l'investissement sur le fonctionnement, l'efficacité sur la bureaucratie, le travail (...) sur l'assistanat* ». La gauche critique. « *Ce soir, la France n'a toujours pas le plan de relance à la hauteur de la crise qui s'installe* », selon Martine AUBRY. Le PCF juge qu'une « *véritable politique de relance s'appuie sur l'augmentation des salaires* ». La LCR dénonce un plan « *pour le patronat* ». « *Les salariés ne verront guère la couleur des 26 milliards d'euros !* ».

Plan contre la pauvreté. Le chef de l'Etat a ainsi annoncé que les pensions de réversion « *pour les couples les plus modestes* » seraient portées à 60% en 2010, ce qui correspond à « *80 euros supplémentaires par mois pour les 600 000 personnes* ». Autres annonces : une enveloppe de 160 millions d'euros pour l'amélioration des centres d'hébergement, et la création de 1.000 nouvelles places d'accueil pour les SDF. M. SARKOZY a par ailleurs annoncé une enveloppe de 20 millions d'euros en 2009 pour les associations qui distribuent de l'aide alimentaire.

Le choc. L'interpellation musclée, dans le cadre d'une plainte pour diffamation, de l'ancien directeur de publication de *Libération*, Vittorio de FILIPPIS, a provoqué une polémique en début de semaine. Les Ministres de l'Intérieur et de la Justice avaient tout d'abord justifié l'arrestation. Le Président de la République s'en était démarqué. Le Premier ministre a confirmé que le gouvernement préparait une réforme pour « *dépénaliser les délits de diffamation et d'injures à l'exception des diffamations présentant un caractère discriminatoire* ».

PS. Le nouveau Secrétariat national du parti doit être entériné ce samedi par le Conseil national. Dans cette perspective, Martine AUBRY finalise la feuille de route qu'elle présentera aux candidats des autres motions. Elle prévoit un « *nouveau modèle de développement* », avec une puissance publique « *réarmée* » et une société plus solidaire. Sur l'Europe, le texte se réfère au *Manifesto* adopté par le Parti socialiste européen (PSE). « *Faire renaître le Parti socialiste* » est l'axe principal du projet : il propose le maintien de la proportionnalité pour les cotisations (alors que Mme ROYAL demandait des adhésions à 10 ou 20 euros) mais reconnaît la nécessité d'être « *plus proche* » des sympathisants et électeurs. Côté alliances, le texte reste fidèle à la stratégie d'union de la gauche et préconise « *un contrat politique* » avec les partis de gauche et les Verts, sans évoquer un rapprochement avec le MoDem que prône Mme ROYAL.

PCF : vers une direction collégiale. Marie-George BUFFET, candidate au renouvellement de son mandat de secrétaire nationale du PCF, souhaite doter le parti d'une « *direction collégiale* » animée par Pierre LAURENT, directeur de la rédaction de « *L'Humanité* ». L'ancien ministre communiste Jean-Claude GAYSSOT a par ailleurs dénoncé « *une purge terrible* » du PCF dans sa future direction, à une semaine de l'ouverture de son 34^{ème} Congrès, et a demandé aux responsables de n'éliminer aucun de « *ceux qui ne pensent pas comme eux* ».

Elections européennes : intentions de vote. L'UMP et le PS sont à égalité avec 22%, selon la première enquête Ifop pour Paris Match sur le sujet. Ils sont suivis par le MoDem (12%) et les Verts et

écologistes (11%). Le NPA d'Olivier BESANCENOT recueille 8% des intentions de vote, le Front National, 7%. Toutes les autres listes feraient moins de 5%.

Sondages. Popularités. Nicolas SARKOZY baisse de 2 points en décembre, 37% des Français déclarant en avoir une bonne opinion, selon TNS Sofres Logica. 59% ont une mauvaise opinion (+2 points). F. FILLON baisse de 4 points : 40% des Français en ont une bonne opinion. 54% des personnes interrogées ont un avis négatif contre 50% un mois plus tôt (+4 points). Les Verts restent le parti le plus populaire à 46% de bonnes opinions (-2) contre 37% de mauvaises, alors que les bonnes opinions à l'égard du Parti socialiste sont passées de 40% en septembre à 33% en décembre.

Personnalités d'avenir. Martine AUBRY bondit de 11 points pour arriver en 2^{ème} position du classement TNS Sofres/Figaro Magazine. Ségolène ROYAL se classe en 9^{ème} position. Olivier BESANCENOT arrive en 3^{ème}. Toujours en tête du palmarès, de 3 points, Bernard KOUCHNER.

PARLEMENT

Recours en inconstitutionnalité. Les députés PS saisissent le Conseil constitutionnel au sujet du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2009, contestant, en particulier, la mesure autorisant les salariés à travailler jusqu'à 70 ans.

Assemblée nationale

Travail le dimanche. La proposition de loi sur le travail dominical a été adoptée après des débats houleux par la commission des Affaires sociales. Examen en séance publique le 11 décembre.

Sénat

Paquet électoral ficelé ? La commission des Lois a adopté dans les mêmes termes que les députés le « *paquet électoral* », qui prévoit notamment le redécoupage des circonscriptions législatives par ordonnance, et la création de députés représentant les Français établis hors de France. Rappelons que si ce texte devait être adopté tel quel en séance, le Parlement donnerait son feu vert pour le scrutin majoritaire à deux tours, et probablement la création de 8 à 9 sièges.

Applications des lois : quid du service après vote ? Rapport annuel du Sénat. Parmi les lois votées en 2007-2008, 37 ont prescrit la publication de textes d'application, en moins grand nombre que les années précédentes. Sur 395 décrets et arrêtés attendus, 97 avaient été pris au 30 septembre, soit un taux d'application de 24,6%, en recul par rapport à 2006-2007 (32,1%).

CONSEIL DES MINISTRES

Ordonnances. Code de conduite en matière de commercialisation d'instruments financiers. / Accords internationaux et autres textes

Communications. Rapport sur l'état d'avancement de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Pour le ministre du Budget, le « *résultat de cette évaluation est positif* ». Le rapport d'étape cite plusieurs réformes. A noter : la création, au ministère des Affaires étrangères et européennes, d'un centre de crises. Opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2008, il a été mobilisé à plusieurs reprises (par exemple, au cours du conflit en Géorgie, à l'occasion du passage des cyclones en Haïti, etc).

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Hausse du nombre de chômeurs indemnisés, par l'assurance-chômage ou par l'Etat. +0,8% en octobre. Mais baisse de 1,5% sur un an, pour atteindre 2.067.200, selon des chiffres de l'Unedic.

Taux directeur à 2,50% pour la BCE. - 0,75 point de pourcentage de son principal taux directeur. + forte réduction de son histoire. La Banque d'Angleterre a baissé d'un point à 2%, niveau jamais atteint depuis 1951. La banque centrale suédoise a diminué de 1,75% son taux, aussi à 2%.

Pétrole. Plus dure est la chute... 42,49 dollars le baril à Londres pour le Brent de la mer du Nord. 43,77 dollars à New York pour le « *light sweet crude* ». Le 11 juillet le baril était à 147 dollars... Il a perdu plus de 100 dollars, soit plus des deux tiers de sa valeur. La crise touche aussi l'or noir...

OPEX. Le ministre de la Défense, Hervé MORIN, a déclaré à la tribune du Sénat qu'il ferait « *prochainement des propositions au président de la République afin de réduire notre empreinte et notre dispersion sur certains théâtres* » d'opérations extérieures. Le ministre a précisé que « *cet ajustement se fera en concertation avec nos partenaires européens* ». « *J'appelle de mes vœux un débat au parlement sur ce sujet au mois de janvier* », a-t-il poursuivi.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Budget Action extérieure de l'Etat. Lors de l'examen des crédits du Ministère des Affaires étrangères, le Sénat a adopté la limitation de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français des classes de lycée dans un établissement d'enseignement français à l'étranger : un décret fixera un double plafonnement, en fonction des frais de scolarité et des revenus des familles. Les économies ainsi réalisées devront être affectées au financement des bourses. Par ailleurs, toute extension éventuelle de la prise en charge sera conditionnée par une étude d'impact qui devra préciser, notamment, les modalités de son financement. Ce texte du Sénat doit à présent être examiné en Commission mixte paritaire. Rappelons que le double plafonnement avait été rejeté par les députés, à la demande du Secrétaire d'Etat du Budget, Eric WOERTH.

AEFE. Le Conseil d'administration de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger a voté la contribution que de devront payer les établissements - 6% pour les lycées en gestion directe AEFE et de 2% pour les établissements conventionnés -. Il s'agit d'une contribution sur les frais de scolarité et les droits d'inscriptions. La mesure a été adoptée par les seules voix de l'administration, pour renflouer le budget de l'AEFE.

Elections à l'étranger : inscrivez-vous sur les listes électorales à votre consulat !

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/diplomatie.tv_17108/france-images_17110/francais-etranger-inscrivez-vous-sur-les-listes-electorales_68426.html

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Elections prud'homales : la victoire de l'abstention. Les 3/4 des salariés du privé ont boudé les élections, marquées par une abstention record et par la progression de la CGT, qui renforce sa première place aux dépens de la CFDT, en recul sensible, et de FO.

Comment repenser le dispositif pour faire repartir la participation ? Xavier BERTRAND a insisté sur la nécessité de « *faciliter et simplifier* » les modalités de vote. Le ministre veut continuer à « *encourager* » le vote par correspondance, qui a progressé cette année. Il a aussi envisagé une généralisation du vote électronique, expérimenté cette année à Paris. Enfin, il a plaidé en faveur d'un développement des bureaux de vote au sein même des entreprises. Cette année, il en était déjà implanté dans une grosse centaine d'entreprises et la participation y a atteint 50%.

Le droit au logement opposable (DALO) est devenu... opposable. Les premiers recours devant la justice ont été déposés par les demandeurs de logement jugés prioritaires et qui n'ont pas encore reçu satisfaction.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Odysée de l'espace. 95.000 dollars. C'est le prix d'un vol touristique dans l'espace proposé par la société XCOR Aerospace, qui a mis au point un engin de tourisme spatial biplace. Le premier billet a été réservé par un Danois qui espère s'envoler aux limites de l'atmosphère vers 2012.

Téléphonie mobile. En 2008, 79% des Français de 12 ans et plus en sont équipés.

Le Téléthon en ligne pour la 10^{ème} année. L'Association française contre les myopathies (AFM) et France Télévisions se mobilisent les 5 et 6 décembre en présence de Julien CLERC, parrain de l'édition 2008. <http://www.afm-telethon.fr/>

CARNET

Claude DOMEIZEL, sénateur (PS) des Alpes-de-Haute-Provence, a été nommé membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Cabinet du président du Sénat, Gérard LARCHER :

Florence SAUTEJEAU, devient conseillère technique chargée des affaires sociales, des entreprises et de la formation professionnelle.

Marie-Christine AUBERT est nommée conseillère technique pour la gestion de l'évènementiel.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr